

Depuis le 16 avril, la Turquie est soumise à une nouvelle constitution qui entérine le régime dictatorial et les pratiques fascistes qui se développaient depuis au moins le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016. Ce bulletin a pour objectif de faire le point sur la situation et de mettre en valeur les initiatives prises par les syndicats de Solidaires afin d'en développer d'autres. La solidarité internationale est plus que jamais nécessaire.

Au Sommaire :

Un référendum truqué
Le non a gagné : résistances
Le Rojava bombardé
Solidarités ici

Edito

Le pouvoir a donc décidé de que le “oui” l’avait emporté en Turquie et annonce un potentiel référendum sur le rétablissement de la peine de mort. De nombreuses personnes ont bravé l’état d’urgence pour manifester durant des jours contre cette décision autoritaire et dénoncer les fraudes.

Après un résumé de ce qu’il s’est passé, cette note présente plusieurs initiatives de solidarité ayant eu lieu ou prévues, comme le criaient les manifestant-e-s “ce n’est qu’un début, continuons le combat”. C’est pourquoi la commission internationale s’est donnée comme objectif de recueillir 10 000 euros pour soutenir les syndicalistes licenciés en Turquie. Une goutte d’eau dans la solidarité nécessaire, mais on ne le dira jamais assez, toute aide est bonne à donner.

LES CONDITIONS D'UN SCRUTIN TRUQUÉ

Inutile de revenir sur les conditions antidémocratiques dans lesquelles s’est déroulée la campagne. En résumé, selon les chiffres donnés par le HDP, en 85 jours de campagne 2 462 personnes ont été mises en garde à vue et 453 ont été emprisonnées. Le scrutin et les conditions de sa tenue poursuivent la pente dictatoriale prise par le pouvoir avec de nombreuses irrégularités et de violations des règles électorales que même les observateurs de l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et du Conseil de l’Europe présents sur place ont dénoncé. D’après ces instances, les manipulations concerneraient au moins 2,5 millions de bulletins (rapporté par le site indépendant Komnews).

Manuel de fraude

- Des électeurs et électrices ont été forcé.e.s à voter en dehors de l’isoloir, alors que le dépouillement s’est fait en excluant les assesseurs et observateurs pro-non tout particulièrement dans les régions kurdes (membres du HDP ou fonctionnaires syndiqué.e.s à KESK), renversant ainsi les règles fondamentales d’un processus de vote (secret du vote, publicité du dépouillement).
- Trois personnes qui protestaient contre des irrégularités ont été tuées par un membre de l’AKP (Komnews).
- Dans les régions kurdes, il a été observé une présence de l’armée et de la police jusqu’à proximité immédiate des urnes. Bourrages d’urnes, le CHP (parti kémaliste pro-non) et le HDP ont dénoncé un décalage entre les signatures sur les listes et le nombre de bulletin dans les urnes (vote à répétition d’une même personne). A Suruç (Kurdistan, proche frontière syrienne), un député du HDP a lui rapporté qu’a été découvert dans un chantier de construction un sac rempli de bulletins tamponnés “non” (dans certains endroits, aucun vote “non” n’a été enregistré) [source : journal Evrensel].
- Le Haut Conseil a aussi décidé en cours de scrutin d’accepter les bulletins et les enveloppes non tamponnés du sceau officiel.

“[P]arler d'irrégularités ce serait un euphémisme, car il ne s'agit pas seulement d'irrégularités mais d'une fraude massive. Et je suis très surprise que les médias internationaux jouent le jeu d'Erdogan, car pour Erdogan c'est un fait accompli. Il a célébré très tôt sa victoire simplement pour manipuler la perception du public. Il y a eu une fraude massive et je pense que cela aurait dû faire les gros titres aujourd'hui au lieu de “victoire serrée, victoire courte pour Erdogan”.”

Ece Temelkuran, journaliste, citation parue dans Euronews.

"Le non l'a emporté" : manifestations d'ampleur dans tout le pays

Malgré cela, selon les résultats officiels, les Kurdes du Kurdistan ont voté à une large majorité pour le “non”, avec un record pour Dersim qui a voté à 80% pour le “non”. Alors que les résultats provisoires donnaient le « non » gagnant, le Haut Conseil Électoral (YSK) a déclaré le « oui » gagnant alors que le dépouillement n'était pas terminé, avec 51,4 % de voix exprimées, contre 48,6 % pour le « non », soit un écart de 1 379 934 voix.



Manifestations pour exiger l'annulation du référendum à Kadiköy (Istanbul) le 23 avril 2017.

Source: Sendika.org

Dès le soir du référendum des manifestations de protestation ont eu lieu pour demander l'annulation du scrutin et clamer que le “non” l'avait emporté. Plusieurs soirs de suite, d'autres manifestations ont eu lieu dans différentes villes du pays, au slogan de "Le "Non" a gagné, le YSK a volé !" et “Annulation du référendum”. Des milliers de personnes ont aussi formé des longues files d'attente devant les bâtiments du YSK, pour faire des recours et demander que les bulletins et les enveloppes sans tampons ne soient pas comptabilisés

Le pouvoir craint-il un nouveau Gezi ?

L'une des premières décisions post référendum a été la prolongation de l'état d'urgence pour 3 mois de plus jusqu'au 19 juillet 2017.

Depuis le 16 avril, en moyenne 20 personnes sont

arrêtées chaque jour. Le pouvoir craint l'avènement d'un nouveau “Gezi”. Pour faire face et prévenir les manifestations, la police rafle à leur domicile ceux-celles considéré.e.s comme coupables d'avoir “provoqué des manifestations visant à reproduire les événements de Gezi de 2013, et à faire annuler le référendum”. Les per-

sonnes arrêtées et déférées devant les tribunaux sont accusées de “prétendre que le oui n'est pas légitime en participant, organisant ou provoquant des manifestations”.

A l'approche du 1 er mai

Le ministre des finances turc Mehmet Simsek a déclaré: “Dans les pays dans lesquels le droit fonctionne bien, la marge de profit est faible”. Au lendemain d'un référendum aux résultats manipulés pour que le “oui” l'emporte, qui entérine l'abolition de la séparation des pouvoirs et augmente le règne de l'arbitraire, cette déclaration nous rappelle qu'il s'agit aussi pour l'AKP de pouvoir continuer à faire des affaires sur le dos de l'exploitation des salarié.e.s.



Manifestation des femmes à Istanbul pour protester contre les fraudes au référendum. "Tu as cru que le "non" des femmes allait se finir!"

Source: Sendika.org.

CONSÉQUENCES DU RÉFÉRENDUM

Le Rojava et le Sinjar bombardés par l'armée turque

Dans la nuit du 25 avril, des avions turcs ont bombardé le Rojava (Kurdistan en Syrie) et la région du Sinjar, à l'ouest de l'Irak, où vivent les Yézidi.e.s rescapé.e.s du génocide de 2014, sous la protection du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). 20 personnes, dont 18 combattant.e.s des YPG et YPJ et des civils sont décédé.e.s dans ces attaques. Ainsi la répression interne ne suffit pas à Erdogan qui veut aussi mettre fin aux projets de construction aux Kurdistan d'Irak et de Syrie.

Un hastag a été créé pour dénoncer et suivre ce qu'il se passe dans ces régions : #NoFlyZone4Rojava

De nouveaux licenciements

Le 29 avril des nouveaux décrets dans le cadre de l'état d'urgence ont été publiés: 3939 fonctionnaires ont été limogé.e.s, dont 484 universitaires, parmi lesquels 66 universitaires pour la paix et membres d'Egitim-Sen, 15 ont même été placés en garde-à-vue à Diyarbakir. 14 associations, un journal, une revue, 12 institutions de santé et 18 fondations ont également été fermées.

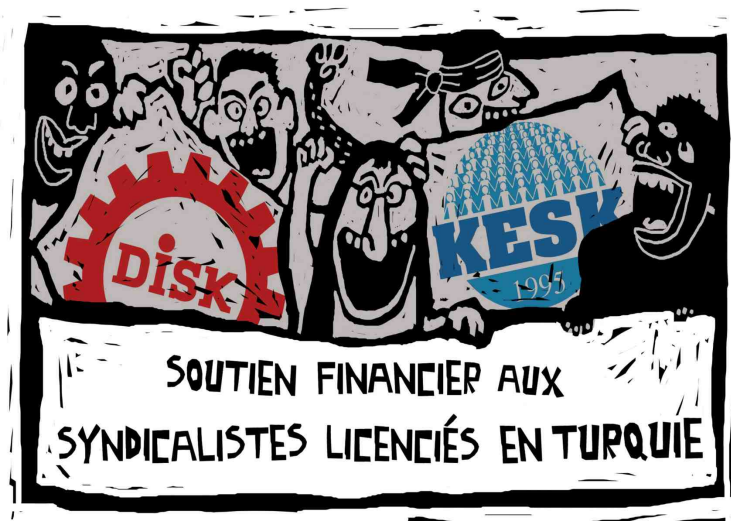
Prisonniers kurdes : Grève de la faim suspendue.

Nous soutenions le samedi 15 avril une manifestation en soutien aux prisonniers politiques kurdes en grève de la faim à Paris ou encore à Rouen. Ceux-ci, qui étaient en grève de la faim depuis le 15 février, ont mis fin à leur action le 19 mars, après 64 jours de grève de la faim pour certains. Le manque de soutien à l'extérieur mais aussi l'indifférence du régime les a fait opter pour une suspension de leur grève, cependant ils préviennent : "Nous résisterons davantage si les pressions continuent".

De syndicat à syndiqué-e-s : des solidarités concrètes

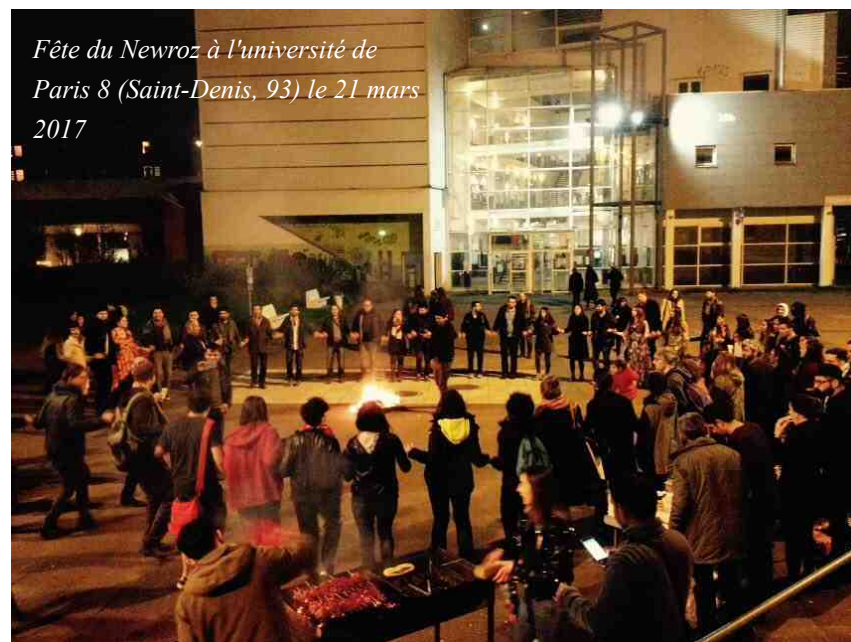
Nous préparons actuellement une campagne de dons en vue de soutenir les plus de 3000 fonctionnaires syndiqué.e.s licencié.e.s qui se trouvent actuellement dans l'impossibilité de retrouver un travail et dont les salaires sont pris en charge par KESK et DISK.

Après les 500 euros de Sud éducation, l'Union Départementale de la Meurthe et Moselle a voté un don de 250 euros en soutien aux syndicalistes enseignants licencié.e.s par l'État en Turquie (ils avaient déjà organisé une journée de formation croisée Kurdistan / Palestine). Même geste de Sud éducation 49. La fédération Sud éducation soutient aussi la grève de la faim de Nuriye et Semih, licencié.es en novembre 2016 et en grève de la faim depuis le 9 mars. Un communiqué inter-



syndical est ainsi paru avec la CNT et la CGT éduc.

Au sein de Sud Culture et médias, un point a été fait dans leur conseil national pour expliquer la situation en Turquie et le travail que nous menons. Sud Culture a depuis voté un soutien financier de principe pour les syndicalistes licencié.e.s.



*Fête du Newroz à l'université de
Paris 8 (Saint-Denis, 93) le 21 mars
2017*

Newroz piroz be

Le 21 Mars, le Newroz a été célébré à l'Université Paris 8. Cette fête kurde, célébrant la nouvelle année et le printemps, est devenue une fête de résistance, pendant longtemps interdite, elle est toujours régulièrement réprimée par l'État turc. L'UEKF (Union des Étudiants Kurdes de France) et Solidaires étudiant-e-s ont donc trouvé important de pouvoir l'organiser. La soirée a commencé par une conférence sur l'histoire du Newroz, la situation au Rojava et au Bakur, puis a continué autour d'un feu, avec danses et musique. Nous étions plus de 200 à nous réunir ce soir-là.

**N'hésitez pas à nous
contacter si vous souhaitez
organiser des discussions
autour de la situation en
Turquie et au Kurdistan ou
des actions de solidarité :
biji@solidaires.org**

**Avancée du travail intersyndical :
une délégation et bientôt une
fête**

Une délégation intersyndicale a eu lieu fin mars. Elle a pu rencontrer à Istanbul et Ankara des syndicalistes de KESK et DISK. Le compte-rendu complet de la délégation est disponible sur le site de solidaires. Les syndicats nous ont notamment indiqué leurs besoins en soutien financier. C'est pourquoi un fond intersyndical est en cours de création et la CGT accueillera dans ses locaux à Montreuil une soirée de l'intersyndicale.